

# Qu'est-ce que le pôle des gauches va changer au paysage politique ?

Vincent De Coorebyter  
Directeur général  
du Crisp



L'intention est-elle vraiment de remodeler le paysage politique? L'accord est, en tout cas, moins intégrateur que les expériences françaises de la gauche plurielle. Mais il s'agit d'autre chose que d'une stricte alliance préélectorale.

A court terme, les deux partis s'engagent à faire régulièrement et pacifiquement ce qu'ils avaient d'abord fait par à-coups et dans une certaine méfiance: s'unir à gauche au lieu de se concurrencer. La manière d'arriver à ce résultat est symptomatique: en 2000 et 2001, Ecolo en appelait déjà à la constitution d'alliances progressistes, mais c'est seulement après l'appel d'Elio Di Rupo que l'idée a pris corps. Inversement, Ecolo est parvenu à imposer la dénomination de «convergences de gauche» qui évite la polarisation sur le PS. Cela augure une neutralisation réciproque, peut-être une stabilisation des rapports de force, sans doute un changement dans les pratiques politiques. Mais pas nécessairement une refonte du paysage: on ne converge qu'à partir de positions différentes et c'est seulement à l'infini que les parallèles se rejoignent. D'ici là, les électeurs se seront exprimés, en 2004 comme en 2003, et les cartes auront peut-être été rebattues en raison du fond des dossiers ou d'évolutions en Flandre. Sans parler de l'irritation publique du MR à l'égard d'Ecolo, en tout cas au niveau fédéral. Si le MR voulait écartier Ecolo après les élections, empêcher un nouvel arc-en-ciel, on imagine mal le PS accompagner Ecolo dans l'opposition: il faudra bien une majorité du côté francophone, et MR plus CdH pourraient ne pas y suffire. Raison de plus pour que le MR ne provoque personne, de peur de voir se constituer une coalition PS - Ecolo - CdH côté francophone? De fait. Mais on serait donc dans la continuité plus que dans le changement.

Pascal Delwit  
Politologue  
à l'ULB



Les impacts que peut avoir la coopération entre PS et Ecolo doivent s'apprécier sous deux angles: les effets conjoncturel et structurel d'une part; la situation en termes de performances politiques et électorales, d'autre part.

A court terme, deux enseignements semblent pouvoir être tirés. Ecolo et le PS luttent dans une large mesure, leur sort pour le prochain scrutin. Ni l'un ni l'autre ne souhaite manifestement exercer le pouvoir sans l'autre. Deux: le PS - et son président Elio Di Rupo - s'impose comme le maître d'œuvre dans l'espace politique francophone pour le scrutin fédéral de 2003 et vraisemblablement pour les régionales de 2004. Cette observation marque un changement de perspective, car ce rôle avait été assumé par la fédération PRL-FDF-MCC et son président Louis Michel, avant le scrutin national du 13 juin 1999. Il est difficile de prévoir l'impact électoral de cette initiative car plusieurs effets différents et contradictoires peuvent se produire. L'andon d'une partie de l'électorat centriste d'Ecolo, vote utile pour le principal parti socialiste - du pôle, légitimation accrue pour Ecolo, renforcement du principal adversaire - le MR. Structurellement, il faut être prudent dès lors qu'il ne s'agit pas d'un mariage. Mais l'initiative d'Ecolo et du PS pourrait être une étape d'une véritable bipolarisation de la vie politique belge francophone. Les coopérations entre verts et socialistes se sont développées à l'échelle européenne - Italie, Finlande, Suède, France, Allemagne, Belgique - et peut-être bientôt en Autriche. Elles s'inscrivent le plus souvent dans un cadre de bipolarisation. Si cette hypothèse devait se vérifier, elle interpellerait d'abord et avant tout le CDH. Celui-ci refuse toute alliance privilégiée et espère rejouer le rôle de parti pivot. Ce schéma serait difficile à tenir et justifierait une réorientation stratégique.

Benoit Rihoux  
Politologue  
à l'UCL



Il faut distinguer le court terme, c'est-à-dire d'ici les élections de 2003, et le moyen terme. A court terme, je soulignerai deux effets potentiels parmi d'autres de ce rapprochement.

D'une part, dans les différents exécutifs, davantage d'énergies «rouges-verts» effectueraient pour aller de l'avant, encore les partenaires libéraux, ce qui pourrait accélérer le calendrier électoral en 2003. D'autre part, il pourrait contribuer à rendre l'offre politique plus plurielle pour l'électeur qui pourrait identifier plus clairement un «pôle» de gauche. Quant à l'impact que cela pourrait avoir sur le comportement électoral, c'est une vaste question: une des sous-questions est de savoir qui, du PS ou d'Ecolo, tirera mieux profit de ce rapprochement, car PS et Ecolo sont clairement concurrents pour capter une partie de l'électorat mobile.

Ceci n'est toutefois pas un scénario à l'allemande, où socialistes et écologistes se sont présentés explicitement aux électeurs pour former une future coalition à deux. En Belgique francophone, le paysage est pour l'instant plus ouvert.

La question très claire est donc la suivante: le PS, mais aussi Ecolo ont-ils, ou auront-ils, d'autres partenaires en clair vers le MR et/ou le CdH? Si ces autres contacts se matérialisent par des convergences voire des préaccords (comme en 1999 entre PS et libéraux), et que ces convergences ne sont pas d'une manière ou d'une autre, rendues visibles, alors on ne peut plus réellement parler de meilleure visibilité de l'offre politique.

Quant au plus moyen terme, c'est bien évident la question d'une éventuelle bipolarisation de l'offre partisane qui est en jeu ici. Elle est globalement souhaitée par le MR et le PS, pas vraiment souhaitée par Ecolo, et absolument pas souhaitée par le CdH.

Jean Beaufays  
Professeur de science  
politique  
à l'ULg



Il ne s'agit certainement pas d'un mariage d'amour, ni même de raison. Tout au plus de la réglementation d'une cohabitation que l'on voit par essence éphémère.

A quelques pays près, la droite est revenue en force en Europe. Il est normal que les responsables de la gauche francophone belge essaient de se prémunir contre ce risque de renvoi dans l'opposition. Les socialistes constituent l'acteur central en Wallonie. Leur longue dérive régionaliste les a éloignés de nombre d'électeurs traditionnels dont une partie s'est laissée séduire par Ecolo. Il est temps d'arrêter l'hémorragie.

S'il y a un programme commun sur certains thèmes socio-économiques, le PS pense pouvoir compter sur la fidélité de ses électeurs. Ecolo est un mouvement pluriel, fracturé même. La conclusion d'un arrangement avec le PS constitue une façon de retirer ces thèmes du débat interne, d'empêcher que la fièvre électorale ne fragilise le parti.

Un tel contrat n'a d'autre valeur que politique. Il n'engage les partenaires que pour autant qu'ils aient tous deux intérêt à en respecter le contenu. L'électeur, lui, peut se sentir piégé par la restriction du choix des solutions.

Le MR et le CdH sont-ils mis en difficulté par ce projet? Certes, la volatilité électorale est de plus en plus grande. Certes encore, ces deux partis nient la dualité gauche - droite, tout en se proclamant au centre, mais de quoi? Par réaction, vont-ils se jeter dans les bras l'un de l'autre? Sans changement radical des modes de scrutin, le paysage politique risque fort de ne connaître que des changements cosmétiques.

Propos recueillis par DIRK VANOVERBEKE